L'Europe a elle-même étranglé son avance numérique

Par Frank , 22 avril 2026

L'Europe a elle-même étranglé son avance numérique

> La Belgique ne peut que rêver des gains de productivité nécessaires pour financer le vieillissement de sa population, mais aux États-Unis, la productivité augmente encore relativement rapidement. L'écart de productivité entre les États-Unis et l'Europe est gigantesque et ne cesse de se creuser. « L'Europe s'est infligé cela toute seule. Nous avons oublié de construire le marché unique, ce qui nous fait défaut d'échelle pour rester dans le sillage des États-Unis », déclare le professeur émérite Luc Soete.

Même à 75 ans, Luc Soete reste une autorité en matière de technologie et d'innovation. Le professeur émérite s'est fait un nom en tant que professeur à l'Université de Maastricht et comme l'un des fondateurs et animateurs de Merit, un groupe de réflexion de renommée internationale. Depuis un petit bureau situé au siège de Merit dans la charmante ville de Maastricht, Luc Soete suit encore de près, à titre bénévole, la recherche scientifique. Pour la Commission européenne, le Belge siège dans un groupe d'experts qui formule des recommandations politiques. La semaine dernière, Soete était le conférencier principal d'une journée d'étude sur la productivité organisée par Ecoom, le centre d'expertise du gouvernement flamand qui développe des indicateurs pour cartographier la recherche et l'innovation en Flandre.

Daan Killemaes dans Trends du 8 novembre 2025 : Comme dans le reste de l'Europe, l'augmentation de la productivité en Belgique suit une tendance à la baisse depuis des décennies. La productivité du travail n'augmente encore que d'à peine 1 pour cent par an. Comment cela se fait-il ?



LUC SOETE. « Il faut être prudent lorsqu'on mesure la productivité. Le calcul devient plus difficile à mesure que la part du secteur des services dans le produit intérieur brut (PIB) augmente. Comment mesurer, par exemple, la valeur ajoutée des services numériques ? À quoi bon si les gens passent des heures à regarder des vidéos sur leur téléphone ? La valeur vendue de ces services est comptabilisée dans le PIB, mais l'énorme perte de temps peut avoir un effet négatif sur la production ou la productivité d'un employé. Il n'y a que 24 heures dans une journée.

« En Belgique, le secteur public est également important. Il est très difficile de calculer la valeur ajoutée du secteur public. Dans le secteur privé, on peut encore mesurer les gains de productivité par le chiffre d'affaires réalisé, mais pour le gouvernement, cet exercice est extrêmement complexe. Il faut donc être extrêmement prudent avec ces chiffres, mais il est logique que la productivité du travail augmente moins rapidement à mesure que le secteur des services gagne en importance. »

Pourtant, depuis 1995, la productivité par heure travaillée aux États-Unis a augmenté de plus de 80 pour cent, contre environ 20 pour cent en Europe.

SOETE. « Cet écart avec les États-Unis est un fossé numérique. L'écart d'innovation est particulièrement grand dans le secteur technologique à forte intensité de capital. Dans d'autres secteurs, comme l'agriculture ou l'industrie, les différences de productivité entre les États-Unis et l'Europe sont beaucoup plus faibles. »

Quelle est la cause de ce fossé numérique ?

SOETE. « L'Europe n'a qu'à s'en prendre à elle-même. Nous avons nous-mêmes étranglé notre avance numérique. Dans les années 1990, le secteur européen des télécommunications était encore en tête. Nous étions des pionniers de la téléphonie mobile, mais nous avons perdu cette avance parce que l'Europe n'a jamais construit de marché unique des télécommunications. La privatisation des entreprises nationales de télécommunications a été organisée à l'intérieur des frontières de chaque pays. C'était totalement absurde. Nous avons manqué une opportunité énorme de construire des entreprises de télécommunications à l'échelle européenne. Nous avons perdu notre avance parce que nous n'avons jamais réalisé cette échelle dans le monde numérique. Finalement, les États-Unis ont pris le rôle de leader parce qu'ils disposent d'un vaste marché intérieur. Les États-Unis, et bientôt peut-être la Chine, bénéficient d'économies d'échelle énormes que l'Europe de 27 petits États membres n'a pas. Dans son rapport souvent cité sur la compétitivité européenne,

Mario Draghi plaide pour le concept du 28e régime, où une réglementation européenne remplacerait les réglementations nationales dans les 27 États membres de l'UE. C'est admettre que nous avons pris la mauvaise sortie dans les années 1990. »

Vous pointez du doigt l'introduction de l'euro.

SOETE. « Les gouvernements ont préféré respecter les critères de Maastricht pour garantir le ticket d'entrée dans la zone euro. En raison de la pression sur les budgets avant l'introduction de l'euro, les États membres ont voulu garder le contrôle sur les revenus de secteurs stratégiques comme les télécommunications et l'énergie, et le marché unique s'est enlisé dès le départ. L'Europe a oublié de construire le marché unique européen intérieur. L'introduction de l'euro a eu un effet très négatif sur l'intégration européenne dans les secteurs où l'échelle est importante. L'Europe a ainsi raté le train de l'économie numérique.

Le coût des marchés non intégrés dans ces secteurs est bien plus élevé que l'avantage de la monnaie unique. Les grandes entreprises technologiques américaines réussissent grâce à leurs effets d'échelle et de réseau. Nous n'avons pas de contreparties européennes, bien que nous ayons autrefois été en tête avec des **plateformes logicielles open source comme Linux**. Mais aujourd'hui, nous fonctionnons tous sur Microsoft, même ici à l'université. Le FMI a récemment dénoncé les énormes barrières qui existent entre les marchés des 27 États membres européens. »

L'intelligence artificielle (IA) est le nouveau front. L'Europe va-t-elle aussi perdre la bataille à cause de ce manque d'échelle, car investir dans l'IA est très capitalistique ?

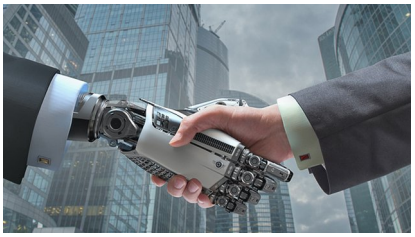


Photo https://geopoliticaleconomy.org/professor-luc-soete-work-mass-unemployment-revisited/

SOETE. « Je le crains. L'IA est bien sûr encore en plein développement. Et la technologie est si largement applicable que l'on peut créer de nombreuses entreprises d'IA qui peuvent réussir dans des niches. Mais pour d'autres applications, vous avez besoin d'échelle, ce qui joue fortement en défaveur de l'Europe. Les États-Unis peuvent aussi miser sur l'IA parce qu'ils n'ont pas de scrupules à utiliser les combustibles fossiles. "Drill, baby, drill", comme le dit le président Trump. Ils jouent également la carte du nucléaire pour satisfaire la faim énergétique des centres de données. Là encore, cette échelle entre en jeu. »

Les États-Unis investissent 0,8 pour cent de leur PIB en capital-risque, contre seulement 0,2 pour cent en Europe. S'agit-il d'une question d'audace accrue aux États-Unis ou d'une conséquence d'un cadre institutionnel différent ?

SOETE. « Un cadre différent. Le financement des entreprises en Europe passe encore en grande partie par les banques, qui ne prêtent que si elles disposent d'une marge de sécurité suffisante. Cette attitude d'aversion au risque s'est encore aggravée après la crise financière. L'Europe ne dispose pas d'un secteur financier qui finance l'entrepreneuriat et ose prendre des risques. L'Europe a urgemment besoin d'une union des marchés de capitaux pour mettre à l'échelle le capital-risque. Nous n'avons pratiquement pas de grandes entreprises technologiques et nos entreprises prometteuses croissent relativement lentement parce que nous manquons de capital-risque suffisant. »

L'IA peut-elle aussi stimuler la productivité en Europe ?

SOETE. « Ironiquement, des opportunités se présentent pour l'Europe dans notre surréglementation et notre bureaucratie, qui est devenue extrêmement vaste et complexe. Avec l'aide de l'IA, vous pourriez gérer toutes ces charges administratives bien mieux et plus efficacement. Laissez la bureaucratie à l'IA. Dans l'ensemble du secteur public, d'énormes gains d'efficacité sont possibles grâce à l'IA. Il est très étrange que ce thème ne soit pas discuté lors des négociations budgétaires. Pourtant, les milliards sont à portée de main. Dans l'éducation également, l'IA peut considérablement réduire la pression administrative. Le temps ainsi libéré peut être consacré aux tâches

d'enseignement proprement dites et aux enfants eux-mêmes. Surtout dans l'enseignement maternel et primaire, il est crucial que les enfants reçoivent une bonne éducation. C'est à ce moment-là qu'ils se forment. C'est pourquoi j'ai toujours été favorable à une meilleure rémunération des instituteurs et institutrices du primaire que des professeurs d'université. Mais qui ose utiliser l'IA pour réduire l'appareil d'État ? Vous aurez sans aucun doute une réaction négative, avec des discussions sur la sécurité des données et la qualité du travail fourni. Mais l'IA est un outil très utile dans une Europe très bureaucratique et dotée d'un grand appareil d'État. »

L'IA promet de bouleverser considérablement le marché du travail.

SOETE. « L'IA aura un impact majeur sur le marché du travail. Tous ceux qui travaillent la plupart de leurs heures sur un écran seront touchés par l'IA. Presque tous les employés du gouvernement passent leur journée devant un écran. L'IA fera perdre leur emploi à beaucoup de gens, mais l'impact de l'IA est complètement différent de l'impact des vagues technologiques précédentes. Autrefois, il s'agissait d'automatisation ; aujourd'hui, il s'agit de l'introduction de connaissances supplémentaires. Par le passé, ce sont surtout les moins qualifiés qui ont fait les frais, mais aujourd'hui, ce sont surtout les mieux qualifiés qui sont menacés. Pour la première fois, les intellectuels se retrouvent en première ligne de la technologie. Ils risquent d'être remplacés par l'IA, tandis que les moins qualifiés peuvent combler leur retard de connaissances grâce à l'IA. Une couche créative supérieure reste hors de danger, mais les emplois high-tech routiniers sont sous pression. Et ces emplois sont proportionnellement nombreux dans le secteur public. L'IA permet des gains de productivité énormes dans le secteur public et dans bien d'autres secteurs qui fonctionnent avec des travailleurs hautement qualifiés, comme les comptables, les avocats, les informaticiens ou les journalistes. »

L'Europe ne dispose pas d'un secteur financier qui finance l'entrepreneuriat et ose prendre des risques » L'Europe va-t-elle entraver le déploiement de l'intelligence artificielle en plaçant d'emblée la technologie dans un carcan réglementaire ?

SOETE. « L'Europe se préoccupe principalement des aspects techniques de sécurité ou de l'impact environnemental des nouvelles technologies. Cette "recherche par aspects" technologiques applique par définition le principe de précaution. Elle introduit une réglementation préalable pour protéger le consommateur, mais de cette manière, on ne donne pas à une technologie innovante la chance de se développer. Il vaut mieux introduire la réglementation nécessaire ou souhaitable après coup. Laissez d'abord l'innovation faire ses preuves et se développer dans l'immense laboratoire qu'est la société. Laissez le marché et le processus de

destruction créatrice découvrir la valeur d'un nouveau produit ou service, et quels services survivent. Sur la base de ces expériences, vous pouvez ensuite élaborer une réglementation souhaitable. »

Les dépenses de défense plus élevées peuvent-elles à terme donner un coup de pouce à la productivité ?

SOETE. « Les dépenses courantes de défense plus élevées stimulent l'économie, mais compte tenu des déficits budgétaires importants, cette politique keynésienne est déjà trop utilisée. Plus de militaires signifient des pénuries encore plus grandes sur le marché du travail, et les dépenses plus élevées augmentent encore le déficit budgétaire. Des dépenses de défense plus élevées ne sont donc pas nécessairement bonnes pour l'économie. Le retour sur investissement peut toutefois être élevé si l'on investit davantage dans la recherche et le développement pour des objets ayant à la fois des applications militaires et civiles. Pensez au développement de la technologie des drones, que l'on peut utiliser non seulement sur le champ de bataille, mais aussi par exemple dans l'agriculture. Il est frappant de constater que l'écart de productivité entre les États-Unis et l'Europe a commencé à se creuser après la fin de la guerre froide.

En Europe, cela s'est accompagné d'une forte baisse des dépenses de défense, y compris pour la recherche et le développement. Les fonds de recherche européens n'étaient même pas autorisés à financer la défense. » L'IA est-elle aussi pour vous une percée technologique sans précédent ?

SOETE. « Oui. L'IA existe depuis les années 1950, mais ce n'est que maintenant que nous disposons d'une puissance de calcul suffisante qui provoque des percées phénoménales très rapidement. Je suis positif quant à la technologie, d'autant plus qu'en Europe, nous nous sommes retrouvés dans une bureaucratie que nous ne pouvons plus gérer avec des forces humaines. L'IA peut nous aider à simplifier considérablement la réglementation en évaluant mieux les risques. L'IA peut nous guider dans la prise de décision. Nous n'avons pas à en avoir peur, tant que le contrôle reste entre les mains des humains. »